

Des milliards de dollars pour le plan de sauvetage ne peuvent cacher plus longtemps les origines nazies de "l'Europe de Bruxelles"

Dans l'édition du 26 avril 2010 de ce journal – et dans la documentation disponible en ligne - le Dr Matthias Rath a exposé des faits édifiants sur la soi-disant "Europe de Bruxelles" :

"L'Europe de Bruxelles" est une construction politique, qui fonctionne comme le "politburo" du cartel pétrochimique et pharmaceutique.

Son exécutif, la "Commission européenne", est désigné au nom d'intérêts corporatistes ; il n'est pas élu démocratiquement.

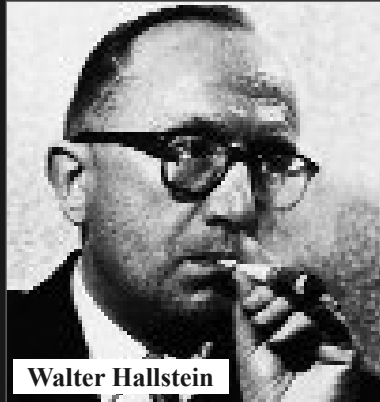
Ce "commissariat" dirige l'Europe avec une armée de plus de 54.000 bureaucrates de métier qui ne sont pas élus. Contrairement à cela, les 736 membres du Parlement Européen font office de pions interchangeables et sont dans l'impossibilité de mettre sur pied une législation.

"L'Europe de Bruxelles" se fait passer pour le "gouvernement de l'Europe", mais plus de 99% de la population européenne n'a pas eu le droit d'exprimer son opinion à propos de cette institution politique.

En 1945, le cartel et ses marionnettes politiques, les Nazis, qui voulaient conquérir et contrôler le monde, avaient échoué. Plus tard, le lancement de "l'Europe de Bruxelles" a offert au cartel une deuxième possibilité d'atteindre ses objectifs - sous le faux prétexte de l'amélioration de la sécurité et de la prospérité.

Même les instruments politiques de l'époque nazie ont servi de modèle pour "l'Europe de Bruxelles" : sous la coalition Nazis/Cartel, l'élément central du fonctionnement de l'après 2^{ème} Guerre Mondiale était un "office central du cartel". La "Commission Européenne" remplit aujourd'hui le rôle de cet office central.

A la découverte du "George Washington" de "l'Europe de Bruxelles"



Walter Hallstein

L'avocat allemand Walter Hallstein a été l'architecte en chef de "l'Europe de Bruxelles". A la demande des marionnettes du cartel, les Nazis, il avait déjà, 20 ans plus tôt, jeté les bases de cette structure : le 23 janvier 1939, seulement 8 mois avant le début de la 2^{ème} guerre mondiale, Hallstein a tenu son tristement célèbre "discours de conquête". Dans ce discours, il y exposait un plan détaillé du contrôle qui devait être exercé sur l'Europe et le monde entier par le cartel pétrochimique et pharmaceutique et les Nazis.

Quelques 18 ans plus tard, après avoir caché aux autorités alliées de dénazification son allégeance aux Nazis, Hallstein a été nommé, par les intérêts du cartel, "président fondateur" de "l'Europe de Bruxelles". Avec l'aide de 8.000 bureaucrates non élus, il acheva ce que le cartel pétrochimique et pharmaceutique et les Nazis n'avaient pu mener à terme durant la seconde guerre mondiale : la création d'un "office central du cartel" pour contrôler l'Europe et le monde.

Le "discours de conquête" d'Hallstein en 1939 est une ébauche de l'avenir du monde sous la domination de "l'Europe de Bruxelles" : www.hallstein-fact.org

LES RÉACTIONS DE L'OPINION MONDIALE

Quelques jours après la présentation de ces faits historiques dans le "New York Times" du 23 avril 2010, l'Euro est tombé à son cours le plus bas.

Ce que certains ont interprété comme une "attaque" de l'euro, organisée par des spéculateurs cupides, était, en fait, bien plus que cela : il s'agissait d'un « NON » ferme de l'opinion mondiale aux racines nazies de "l'Europe de Bruxelles". Les marchés financiers ont simplement montré la pointe de l'iceberg concernant la perte fondamentale de la crédibilité politique de cette construction.

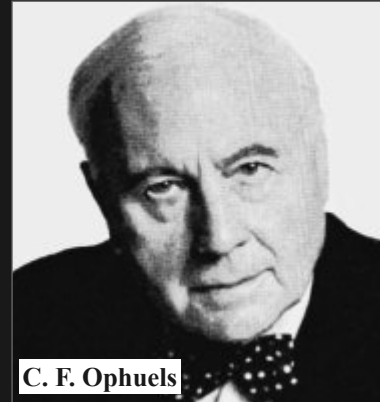
DES NAZIS À LA "FRENCH CONNECTION"

Plusieurs dirigeants du monde politique et financier ont immédiatement compris que la construction de "l'Europe de Bruxelles" était indéfendable et ont demandé publiquement que ce projet soit abandonné. Comme il fallait s'y attendre, les marionnettes du cartel ont appelé à une mobilisation générale contre une soi-disant "attaque" générale dans la zone euro de la part de spéculateurs financiers. En désespoir de cause, ils ont présenté un plan de "sauvetage" de plusieurs milliards de dollars pour éviter l'implosion de "l'Europe de Bruxelles".

Le Président français Sarkozy, marionnette de la politique globale du cartel, a été celui qui a dirigé cette action. En 2005, il a "joué" avec des milliards de dollars de fonds publics pour faire fusionner Sanofi, petit laboratoire français fabricant de médicaments, avec le géant pharmaceutique Hoechst, un ancien membre du "cartel IG Farben" de l'ère nazie. Maintenant, Sarkozy a mis à disposition des fonds pour financer le fameux plan de sauvetage du cartel, dont le montant se chiffre à des milliards de dollars, et ce avec l'aide de la "French Connection", Trichet (Président de la Banque Centrale Européenne, BCE) et Strauss-Kahn (Directeur du Fonds Monétaire International, IMF).

Mais aucune somme d'argent au monde - pas même des milliards de dollars - ne peut restaurer la crédibilité perdue de "l'Europe de Bruxelles", dont les origines remontent au nazisme.

A la découverte du "Thomas Jefferson" de "l'Europe de Bruxelles"



C. F. Ophuels

Carl Friedrich Ophuels a été un membre officiel du parti politique nazi durant les 12 années de son régime de terreur. Son numéro officiel d'adhérent était le 2 399 061.

Ophuels était un expert de la législation sur les brevets au tribunal nazi de Frankfort en Allemagne. C'est dans cette ville que le tristement célèbre cartel IG Farben, détenteur du plus grand nombre de brevets chimiques et pharmaceutiques au monde, avait son quartier général. A Nuremberg, les dirigeants de cette compagnie ont été reconnus coupables d'avoir spolié de leur industrie chimique - y compris leurs brevets - tous les pays occupés par les Nazis.

En raison de son passé nazi, les autorités américaines de dénazification de 1946 ont jugé que Ophuels était inapte à occuper une quelconque position, autre qu'un travail normal. Cependant, le cartel décida d'utiliser ses connaissances, en particulier dans le domaine des brevets - car c'est un moyen clé de contrôler l'économie - pour sa prochaine tentative de domination du monde. Ophuels est devenu l'architecte en chef et le co-fondateur de ce que l'on appelle la "Cour Européenne de Justice", le palais de justice de "l'Europe de Bruxelles" :

www.ophuels-fact.org

LA GRÈCE N'EST PAS UNE EXCEPTION, MAIS LA RÈGLE

La crise en Grèce - et dans d'autres pays européens - n'est pas due à la corruption ou à un manque de productivité. C'est l'inévitable résultat du drainage systématique des fonds publics et privés de ces pays, dont le montant se chiffre en milliards de dollars, pour financer l'importation de produits pétrochimiques, de médicaments brevetés et autres produits du cartel.

La dépendance économique et, en fin de compte, la faillite des pays n'étant pas sous la coupe du cartel, permettent d'atteindre l'objectif final : le contrôle total par le cartel. Ainsi, la crise actuelle a été prévue par ce dernier, mais elle aurait dû se produire à une date ultérieure, après que "l'UE de Bruxelles" ait mis sur pied une police anti-émeutes et des forces armées pour les envoyer à Athènes et dans d'autres capitales, afin de briser toute résistance aux lois du cartel et de "l'Europe de Bruxelles".

COMMENT S'EN SORTIR ET PROSPÉRER

"L'Europe de Bruxelles" fait fonction d'office central du cartel, fournissant la d'of structure politique, législative - et si nécessaire militaire - pour permettre que cartel continue de percevoir le "paiement en tribut" de plusieurs milliards de dollars pour des produits issus de technologies depuis longtemps dépassées.

Ce n'est pas par hasard si tout ceci arrive à un moment où l'humanité est sur le point de mettre sur le marché des voitures à hydrogène et d'utiliser à grande échelle d'autres applications d'énergies renouvelables, dont le coût est bien inférieur à celui du pétrole et où les approches de santé naturelle, reposant sur des bases scientifiques, menacent les marchés des médicaments brevetables, qui rapportent plusieurs milliards de dollars.

La promotion de ces nouvelles technologies est une condition préalable pour se sortir du marasme et prospérer durablement.



Dr Matthias Rath

En exposant les plans des cartels pétrolier et pharmaceutique, responsables des récents conflits et crises militaires à travers le monde, le Dr Rath est devenu une voix de la conscience. Attaqués par le cartel et ses moyens de communication internationaux, le Dr Rath et sa Fondation se sont vus décerner des distinctions prestigieuses pour leur courage civique. Ils ont reçu la distinction "Messenger pour la vie", remise par les survivants d'Auschwitz et des autres camps de concentration nazis ; Cette distinction portait la mention :

"PLUS JAMAIS !"

Suite à la publication de ces informations, "l'Europe de Bruxelles" ne peut plus survivre longtemps. Aucun membre du "Parlement Européen", aucun gouvernement démocratique ou aucun homme politique de cette planète, aucune organisation nationale ou internationale, en fait personne ne peut, au 21^{ème} siècle, soutenir sciemment une construction politique dessinée sur la planche à dessin nazie.

La non démocratique "Europe de Bruxelles" doit être remplacée par un système démocratique, tel celui des Etats-Unis d'Amérique ou d'autres démocraties, où la population a le droit de choisir - et de renvoyer - son exécutif politique.

L'effondrement de "l'Europe de Bruxelles" n'est finalement pas le résultat de la crise financière, mais, avant tout, celui de la perte totale de sa crédibilité politique !

www.nazi-roots-of-brussels-eu.org